

## Éditorial

# VERS UNE CHARTE DES VILLES LECTURE

Jean Foucambert

### Des idées pour les municipales ?\*

Dans l'interminable ennui des campagnes électorales, peut-on encore imaginer que le citoyen de 89 s'est vu proposer d'autres espaces de réflexion que ceux qu'ont occupés les chicaneries de M. Vigouroux et de M. Pezet ? Se pourrait-il que le preneur de Bastille qui sommeille, lui aussi, en chacun de nous retrouve quelque ardeur à imaginer les formes généreuses d'une démocratie fin de siècle qui n'en serait pas pour autant sur le retour ? Par où passe, en France, la restructuration dont tout le monde se déclare partisan ailleurs et qui partagerait enfin également entre tous le pouvoir réel, réalisant ainsi, au moment de sa commémoration, ce que la Révolution n'a pas été autorisée à faire au-delà du 9 Thermidor ?

### Lecture et vie démocratique

Sans épuiser toutes les pistes, gageons qu'une démocratie épanouie se reconnaîtra aussi à la manière dont elle se donne à lire (glasnost ?) et donc au nombre, à la diversité et à la qualité de ses lecteurs. Il ne s'agit de rien moins que de savoir si notre système fondé sur la propriété privée des moyens de production garantit néanmoins l'accès de tous à la maîtrise collective de cette production particulière qu'est la production du savoir et de l'information ; et donc l'égal rapport de chacun à l'écrit. Socialistes et communistes en doutent, sinon ils seraient, comme tout le monde, au centre... Dès lors, quel beau sujet d'accord au moment des municipales ! D'autant plus que, l'heure n'étant pas encore, semble-t-il, propice à la révolution, on peut malgré tout espérer qu'augmentent en même temps, à travers la lecture, et pour la même raison, le nombre de ceux à qui on ne la fait pas et le nombre de ceux qui ont envie de la faire.

### La lecturisation

De fait, la lecture n'est en crise que de croissance. La fin du XX<sup>ème</sup> siècle hésite devant la remise en cause du partage sur lequel se sont développées les sociétés industrielles entre une minorité qui s'accapare le réseau et la raison de l'écrit comme outil pour penser le monde à sa façon et la majorité qui, à travers l'alphabétisation, n'a accès, par l'écrit, qu'à un substitut de la communication orale dont la nécessité et la spécificité se réduisent chaque jour. Ce partage, comme les autres sur le modèle taylorien, a dans le même temps engendré des développements qui permettent, aujourd'hui, de le transformer. Mais, pas plus que d'autres, de manière inéluctable. La mobilisation actuelle

---

\* Cet article a été rédigé pour une parution dans "Le Monde".

autour de la lecture (encore que ce ne soit pas la guerre !) ne saurait se réduire à une pastorale visant à élargir le cercle des "happy few" capables d'éprouver le plaisir d'une "élite" qui se reconnaît justement à ce qu'elle est peu nombreuse à le ressentir.

## Production collective de sens

Aussi l'étape à franchir n'est-elle pas l'augmentation du nombre des consommateurs de livres mais l'élargissement des bases sociales de ce qui s'exerce dans l'usage de l'écrit : le pouvoir de travailler la réalité avec un outil particulier pour en extraire des modèles de représentation et de transformation. La bataille pour la lecture est bien une bataille pour la démocratie puisqu'elle vise la maîtrise collective des moyens de produire du sens : aussi ne s'agit-il pas d'étendre les habitudes de lecture existantes mais bien d'en changer la pratique sociale. Un tel programme est loin de faire encore clairement l'unanimité, même de ceux qui commémorent cette année la Révolution. Il ne fait pourtant pas de doute que là réside l'enjeu des 10 années à venir : les développements passés permettent, en effet, de poser aujourd'hui le droit à l'usage réel de l'écrit pour tous, inaugurant enfin, après 150 ans d'alphabétisation, une phase de lecturisation qui marque une étape complètement nouvelle de l'histoire de l'humanité.

## Responsabilité publique

C'est dire que les solutions dépassent la simple amélioration des structures existantes conçues pour d'autres exigences. On ne multipliera pas par trois le nombre de ceux qui ont avec l'écrit les interactions indispensables pour penser leur vie si on laisse les institutions avancer seules et chacune dans sa logique. Et ce n'est pas désespérer de l'école, de la formation d'adultes, des stages d'alphabétisation ou de quelques cours du soir que ce soit : si tous les Français devaient être bilingues en 95, il ne suffirait pas d'augmenter d'une ou deux heures (soit entre 20 et 50 %) le temps d'enseignement des langues étrangères au collège ! On sent bien que la solution est d'une autre nature. De même en lecture. La solution dépend d'une prise en charge de cet objectif par la collectivité tout entière et pour l'ensemble des aspects qui le constituent : comment faire évoluer le statut professionnel, social, familial des individus pour que l'écrit constitue un outil de leur interprétation du monde, de leur volonté de changement et de leur prise de pouvoir ? Comment constituer des réseaux d'écrits où chacun, enfant ou adulte, puisse, à partir de son expérience, être témoin, acteur et auteur d'actes de lecture et d'écriture pour s'affirmer, répondre aux discours existants, faire surgir d'autres représentations et d'autres modèles de transformation ?

## Les collectivités locales

Comment concevoir une politique de lecture si elle ne se développe pas sur les lieux mêmes de vie des gens – et donc de lutte, puisque depuis HUGO on sait que ceux qui vivent sont ceux qui luttent ? Si elle ne s'attaque pas d'abord à la seule cause de la non-lecture : l'état d'impuissance, d'irresponsabilité, de résignation, d'exclusion de toutes situations d'analyse, de réflexion et de décision ? La commune apparaît, à cet égard, comme le lieu privilégié où se réunissent les conditions de l'évolution rapide d'un statut de lecteur : l'individu y est impliqué dans les réseaux croisés de la famille, du quartier, de la citoyenneté, de l'éducation, de la santé, du loisir, de l'information, de la consommation, de la vie associative, parfois du travail et de l'activité militante. La commune participe d'une manière ou d'une autre à l'élaboration et au financement de ces

différentes actions. Elle est la meilleure instance capable de coordonner tous les acteurs dans la recherche d'une politique cohérente parce qu'elle les connaît et qu'elle les aide tous. Elle est le seul lieu où peut s'exercer réellement une responsabilité publique et collective, où chacun peut être à la fois destinataire et acteur d'une politique de lecture, bénéficiaire et relais de l'élaboration de pratiques nouvelles. Mais cette responsabilité publique doit inventer ses stratégies et une telle démarche relève de l'innovation sociale. Comment des municipalités peuvent-elles se donner les moyens d'intensifier ensemble les voies d'une politique démocratique de la lecture ?

## Une fédération des villes lecture

On peut souhaiter, et des mesures ont déjà été prises en ce sens, que dans le cadre de la décentralisation, les communes soient reconnues et aidées dans leur responsabilité ; et surtout qu'elles se reconnaissent elles-mêmes en créant une fédération des villes qui s'engagent à offrir à leurs habitants une vigilance particulière et des moyens communautaires pour que l'accès à l'écrit soit une des priorités des cinq années sur lesquelles a ouvert le nouveau mandat des candidats.

### "Ici Ville-Lecture"

Ce panneau signifie désormais que, dans tous les domaines de la vie citoyenne, l'accent est, dans une commune, mis sur les conditions qui permettent un véritable exercice du recours à l'écrit : à la crèche, à l'école, dans les activités péri-scolaires, à la bibliothèque, dans les entreprises, dans l'animation et la formation des adultes, dans les activités socio-culturelles et sportives, dans les radios et la presse, locales, dans les services collectifs (santé, logement, urbanisme, etc.)... Des communes ont déjà commencé à mettre à la disposition de leurs habitants, enfants et adultes, ce qui leur est nécessaire pour être utilisateurs et producteurs d'écrit à travers des actions de transformation de leur environnement. Ces actions sont à étendre et à mettre en cohérence dans une politique qui impose la simultanéité de plusieurs objectifs : information large et permanente sur la nature et les enjeux de la lecture, formation commune des coéducateurs pour des actions communes, complémentarité des institutions et des équipements mis en réseau, nouveau regard sur les écrits existants et éclosion de modes nouveaux de lecture, multiplication de circuits courts de production diffusant de nouveaux écrits, réimplication de chacun dans la responsabilité et le pouvoir sur les différents aspects de sa vie, recours aux technologies modernes pour le perfectionnement des techniques de lecture... Ces conditions seraient à définir et à affiner dans une charte qui doit s'élaborer rapidement. Elles portent autant sur les attitudes développées dans les différents lieux que sur les moyens mis à la disposition du public, tant il est vrai qu'on ne saurait échapper à la nécessaire invention simultanée des lecteurs et des écrits qui les font lecteurs, qui les posent, au-delà même d'un destinataire, comme des interlocuteurs de ce que l'auteur produit.

## Des lieux de recherche et de formation

Cette fédération des villes-lecture devra se donner les moyens d'observer les effets des innovations en créant au niveau régional des centres de recherche-action qui puissent être en même temps des lieux de formation afin de démultiplier rapidement, auprès des enfants, des adultes et, d'une manière générale, de tous les acteurs des nouveaux réseaux de communication écrite les attitudes qui fassent de chacun, à quelque niveau qu'il soit, un acteur de lecture. Le savoir n'est pas dans ce qui se reçoit mais dans ce qui se construit collectivement. Cette fondation pour la lecture, voulue et

contrôlée par les collectivités qui en mettent en œuvre les apports, devrait intéresser les organismes qui ont vocation à promouvoir le mécénat humanitaire en même temps qu'elle recevrait le soutien de tous ceux qui se sentent engagés, à travers l'éducation, dans la bataille pour la démocratie. L'A.F.L., quant à elle, a déjà ouvert plusieurs pistes, ne serait-ce qu'en créant un Centre National des Classes Lecture où elle offre aux municipalités la possibilité de former les acteurs de leur politique de lecture.

## Une idée pour l'Europe

Y aurait-il matière à se choquer si la campagne pour les municipales avait permis aux électeurs et aux candidats d'échanger réellement des idées et de construire des propositions pour une gestion de la cité dans le présent et vers l'avenir ? Peut-on rêver qu'à force de commémorer la révolution, électeurs et candidats se prennent au jeu de la poursuivre en s'attaquant à une des causes et des conséquences les plus graves de l'injustice sociale ? La démocratie et la lecture ont cause commune : elles exigent toutes deux non seulement l'accès de tous à l'information mais le pouvoir de tous sur la production de cette information. Ce n'est pas ceux qui la lisent mais ceux qui l'écrivent qui font l'histoire. Si la France s'engageait enfin, en 89, grâce à ses Communes, dans la promotion collective de la responsabilité et du pouvoir, elle orienterait l'incontournable Europe de 92 dans une voie qui n'en ferait pas une concurrente des autres peuples mais le principal allié de leur libération.

Jean Foucambert